

# L'autre vertu de l'immigration

L'argent envoyé dans leur pays par les migrants est plus efficace que l'aide publique au développement.

par Pierre-Antoine Delhommais

Qu'elle est loin, l'époque où les dirigeants de la gauche française applaudissaient, les larmes aux yeux, la rock-star Bono et son engagement en faveur des pays pauvres. L'aide publique au développement (APD) de la France, qui avait augmenté de 2,5 milliards de dollars entre 2007 et 2011 sous la présidence de Nicolas Sarkozy, a baissé dans les mêmes proportions depuis l'élection de François Hollande. Selon les statistiques de l'OCDE, elle est tombée de 12,52 milliards de dollars en 2012 (0,45 % de notre revenu national brut) à 10,3 milliards en 2014 (0,36 %). La France se montre bien moins généreuse que nos deux grands voisins pourtant dirigés par d'épouvantables gouvernements de droite libérale: l'Allemagne d'Angela Merkel (15,94 milliards de dollars d'aide en 2014, en hausse de 2,3 milliards depuis 2012) et le Royaume-Uni de David Cameron (18,08 milliards en 2014, en hausse de 4,1 milliards depuis 2012).

La baisse du soutien financier de la France aux pays pauvres fait toutefois figure d'exception parmi les grandes nations industrialisées. L'Allemagne a par exemple promis d'augmenter de 8 milliards de dollars son aide d'ici à 2019 et, en dix ans, malgré la crise économique, le montant global de l'APD a progressé de 38 % pour atteindre en 2014 le montant record de 135,2 milliards.

Cette hausse est d'autant plus remarquable que l'efficacité même de l'aide publique, conçue au départ dans les années 60 comme un moyen de faire décoller économiquement les pays pauvres en renforçant leur épargne domestique et leurs réserves en devises, est régulièrement remise en question. De fait,

personne n'a jamais réussi à établir de corrélation solide entre le taux de croissance et le niveau de l'aide. Certains économistes ont même été jusqu'à accuser leurs collègues du FMI, de la Banque mondiale et des ONG de surestimer les effets positifs de l'APD pour justifier l'action de leurs institutions dans les pays pauvres.

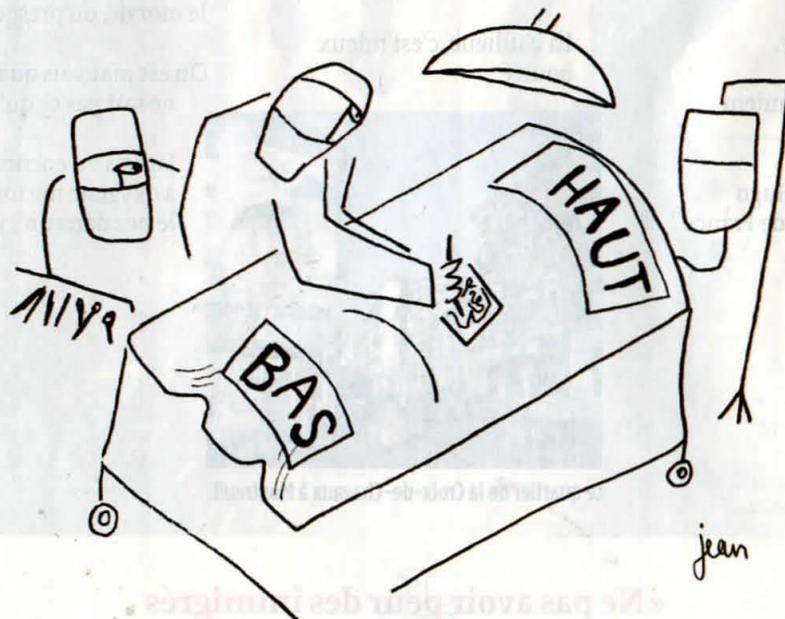
Pis, beaucoup estiment que l'APD présente de nombreuses conséquences négatives: corruption, inflation, gaspillage, pression politique de la part des pays donateurs, hausse artificielle des taux de change pénalisant les exportations, épargne découragée au profit de la consommation,

**En Ouganda, les transferts de fonds des migrants sont deux fois plus élevés que les recettes tirées de l'exportation de café.**

irresponsabilité des gouvernements assurés de toucher une aide d'autant plus élevée que les performances économiques de leur pays sont plus mauvaises. Dans un livre choc publié en 2009, «L'aide fatale», l'économiste zambienne Dambisa Moyo expliquait que c'était l'aide publique elle-même qui avait enfermé l'Afrique dans le piège de la pauvreté.

«L'aide a été et continue d'être un désastre total sur le plan politique, économique et humanitaire. Des millions de gens en Afrique sont plus pauvres aujourd'hui à cause de l'aide internationale.»

La question de l'utilité de l'APD se pose d'autant plus que la mondialisation a bouleversé la donne avec l'essor spectaculaire et parallèle des financements privés. Les investissements directs étrangers vers les pays émergents, c'est-à-dire tous ces capitaux apportés par de grandes entreprises multinationales pour y créer ou y développer leurs activités, se sont envolés:



De nouvelles mesures visent à faciliter le travail des chirurgiens.

35 milliards de dollars en 1990, 778 milliards en 2013. En Asie, ils sont passés au cours de cette période de 22 milliards à 426 milliards de dollars et en Afrique de 2,8 milliards à 57 milliards.

Autre ressource financière majeure pour les pays en développement : les envois de fonds des migrants vers leurs pays d'origine (pour aider la famille restée sur place ou pour y investir), qui représentent des montants colossaux et progressent rapidement : 60 milliards de dollars en 1990, 123 milliards en 2000 et 435 milliards en 2014, soit trois fois le montant de l'APD. L'Inde, qui possède au monde le plus grand nombre d'émigrés (14 millions), se retrouve logiquement en tête des pays recevant le plus d'argent de sa diaspora (71 milliards de dollars), devant la Chine (64 milliards), les Philippines (28 milliards), le Mexique (24 milliards) et le Nigeria (21 milliards). Dans un pays comme le Tadjikistan, les envois de fonds des émigrés atteignent 52 % du PIB. En Inde, leur montant dépasse les exportations de logiciels et, en Ouganda, ils sont deux fois plus élevés que les recettes tirées du premier produit d'exportation qu'est le café.

Ces envois d'argent présentent l'avantage de procurer des ressources régulières aux pays pauvres, donc d'y favoriser la stabilité macroéconomique et d'y équilibrer naturellement la

balance des paiements. Le tout en améliorant le bien-être des populations grâce à des dépenses de consommation (alimentation, habitation, voiture) mais aussi en stimulant les investissements productifs, le commerce et le secteur de la construction.

Dans une récente étude, l'économiste de la Banque mondiale Dilip Ratha a proposé plusieurs pistes pour accroître encore l'efficacité économique de ces envois de fonds de la part des émigrés. D'abord, diminuer les frais exorbitants de transaction (8 % en moyenne dans le monde et jusqu'à 11 % vers l'Afrique) grâce aux transferts d'argent en ligne et sur téléphone mobile. Ramener leur coût à 3 % permettrait de dégager 20 milliards de dollars. Autre idée : mobiliser l'épargne peu rémunérée des migrants dans leur pays d'accueil pour les placer dans des obligations d'Etat émises par leur pays d'origine. Ces « obligations-diaspora » pourraient, selon Ratha, générer 50 milliards de dollars.

Il y a quelque chose de très sain dans l'idée que les migrants soient au fond les mieux placés pour stimuler à distance la croissance économique de leur pays d'origine. Mais cela met aussi en lumière une vérité économique pour le moins dérangement : le moyen le plus efficace d'aider les pays pauvres est de favoriser l'accueil et l'intégration dans les pays riches de leurs émigrés ■